

Les déficients intellectuels veulent défendre leur droit au travail

Ils ont peut-être une allure « différente » et parlent souvent un peu plus lentement que la majorité des gens. Mais les personnes présentant une déficience intellectuelle sont avant tout des êtres humains qui se battent depuis des années pour retrouver leur dignité. Et cette dignité, ce n'est pas simplement par le moyen de l'intégration sociale qu'ils la trouveront, affirment-ils. C'est également par le moyen d'une meilleure intégration en milieu de travail.

par JULIE BROUARD
LE SOLEIL

Réunis hier au CRSSS de Québec dans le cadre d'un mini-colloque organisé par le mouvement « Personne d'abord », une soixantaine de ces personnes longtemps étiquetées « déficients mentaux » se sont assises pour débattre de cette question et des barrières auxquelles elles se heurtent quotidiennement.

Claudé, Louise, Lucie, René et tous les autres ont choisi, depuis quelques années, de se prendre en main, de se regrouper et de se donner une voix. Ils ont choisi de s'impliquer activement dans l'amélioration de leur qualité de vie. Ils ont appris à prendre conscien-

ce de leurs droits et à les défendre.

« Il y a 10 ans, les gens nous traitaient comme des enfants, explique René Gingras. Ils nous surveillaient sans cesse de peur qu'on brise quelque chose. Il fallait même demander la permission pour aller aux toilettes. Aujourd'hui, disons que c'est un peu moins pire. Mais il y a plusieurs mythes qui persistent. »

« Parce que les employeurs nous étiquettent comme étant handicapés, ils ne croient pas que nous puissions faire le même travail que les autres, ajoute Louise Varin. Et ils sont drôlement plus exigeants à notre endroit. Si tu arrives une fois en retard, on dirait que c'est la fin du monde. Les

petites choses qui ne les inquiètent pas chez les travailleurs réguliers, ils en font des montagnes quand ça nous arrive à nous. »

Malgré tous les ateliers et tous les stages de formation donnés aux personnes présentant une déficience intellectuelle, 94 % d'entre elles n'ont toujours pas d'emploi régulier sur le marché du travail.

« Le problème, explique Serge Plamondon, c'est qu'on passe notre temps dans des stages. Trop souvent, on ne demande pas aux gens s'ils sont intéressés au stage qu'on leur donne. Si la personne n'est pas intéressée, elle est moins motivée et offre un moins bon rendement, c'est certain. Il y en a qui passent de stage en stage pendant des années sans jamais se voir offrir un emploi régulier. »

Comme Lucie Demers, qui vient d'être formée pour faire des lavettes. Lucie n'aime pas son travail. Et on exige d'elle un rendement qu'elle ne peut offrir.

« Personne ne m'a demandé si je voulais faire ce travail. On m'a

simplement dit : *c'est ça ton stage*. Pourquoi est-ce que je ne peux pas avoir de choix ? J'ai des compétences et des goûts. Il s'agit simplement qu'on me donne la chance de les exploiter. »

« On se fait continuellement pousser, reprend René. Toi, est-ce que tu aimerais ça que ton patron t'achale sans cesse pour des niaiseries ? Si ton patron te disait que ta façon d'écrire un *m* n'est pas la bonne, qu'est-ce que tu dirais ? Pourtant, c'est que nous devons accepter. On se fait taper sur la tête avec un marteau et on nous dit de continuer. »

Lucie, René et Serge ne se contenteront pas de formuler des plaintes. Ils ont bien l'intention d'agir.

« Nous allons créer notre propre force. Aujourd'hui, nous n'avons abordé qu'une partie des problèmes. C'était une première étape. À force de nous rencontrer, nous arriverons à nous donner des moyens d'action efficaces. Nous nous prenons en main. Et nous atteindrons notre but. »